Domaine Public DP

1961

J.A. 1000 Lausanne 1 31 août 1989
Hebdomadaire romand Vingt-sixième année

L'ère du vide – et après ?

De tous les hérauts de 68, Daniel Cohn-Bendit, municipal à Francfort, reste celui qui aura donné les signes de la plus vive intelligence: non seulement il a su s'en sortir, mais encore il a compris que si *Nous l'avons tant aimée, la révolution* (Paris, 1986), celle-ci était bien terminée, et d'une façon inattendue, inacceptable même pour beaucoup de ceux qui l'ont faite. La société de consommation de masse a parfaitement survécu aux critiques fondamentales et aux dénonciations moins radicales dont elle a fait l'objet dans les années 1965-72. Mieux — ou pire — cette société, dont les errements et les travers ne cesseront d'alarmer un Baudrillard, n'a pas manqué, une fois Mai 68 oublié et la crise du pétrole surmontée, de s'épanouir comme jamais, de se diversifier en dehors de la stricte économie marchande, pour gagner des secteurs nouveaux, qui tiennent une place rapidement croissante dans les budgets des ménages: vacances, loisirs en général, services et soins personnels, etc.

Les analystes peuvent tirer un parallèle facile en ces temps de bicentenaire: les révolutions ont toutes un goût d'inachevé, et très souvent un arrière-goût d'échec. Après tout, il n'y a pas besoin de regretter le temps des ci-devant pour constater que la Révolution française a produit la Déclaration des droits de l'homme (égaux, doit-on supposer, à ceux de la femme), mais aussi, plus ou moins directement, la Terreur, l'Empire et la Nation-alibi. Quant à l'abolition du tsarisme, elle a conduit à la mise en place d'un pouvoir à peine moins oppressif, que la perestroïka cherche désormais à dépasser; mais il faudra encore beaucoup d'efforts pour consolider les bases très fragiles d'une démocratisation politique naissante, déjà mise en danger par un système économique incohérent, qui sait mieux planifier les pénuries et le gaspillage que le développement.

A l'Ouest, en pleine société d'abondance, nous sommes sans doute à l'abri de l'appauvrissement matériel, mais non d'une crise de la morale col-

lective. La vie communautaire est en pleine anémie, minée par un individualisme vécu, et bien vécu, sans triomphalisme ni mauvaise conscience. Pour parler comme Gilles Lipovetsky: «C'est désormais le vide qui nous régit, un vide pourtant sans tragique ni apocalypse» (*L'ère du vide*, Paris Folio, 1989). Tout tranquillement, la société post-moderne a éliminé idoles et tabous, projets mobilisateurs et tentatives d'expérimentation sociale. Tous ces repères, à même de susciter efforts collectifs et cohésion sociale ayant disparu, l'ego s'épanouit dans une privatisation élargie, dans la désaffection idéologique et politique, et dans une indifférence de masse d'où ressort, pour l'individu, l'importance de s'accomplir. L'émergence de cette forme de narcissisme «centrée sur la réalisation émotionnelle de soi-même, avide de jeunesse, de sports, de rythme», pratiquant le seul culte du naturel et de la santé-beauté, en dit long sur la persistance du romantisme, annoncé (comme la Révolution, tiens, tiens) par Jean-Jacques Rousseau — et célébré sans discontinuité autre qu'apparente depuis un siècle et demi.

Le tout a ses conséquences, et pas seulement pour le marketing des biens et services offerts aux consommateurs. Les citoyens aussi veulent qu'on leur fasse la cour plutôt que des discours, comme disent les Jacques Séguéla, Michel Bongrand et autre Thierry Saussez (*Politique séduction*, Paris, 1986).

Ces bonnes gens conseillent de renoncer aux sermons idéologiques pour faire passer le message qu'ils souhaitent léger et digeste jusqu'à l'inconsistance. A quoi le militant — cette espèce en voie de disparition — répond d'instinct qu'à force de soigner la forme, on risque bien d'oublier le fond.

Certes, ce danger est réel, mais il y a de fortes chances pour que l'avenir donne une autre réponse à l'actuel mouvement d'éparpillement, presque de volatilisation des individus,

JY
(suite en page 3)

Attention aux effets pervers

(jd) L'Etat, sollicité de toutes parts, intervient dans de nombreux domaines. Les mesures qu'il prend, si elles paraissent relever du bon sens, ne sont pas toujours exemptes de contradiction et peuvent provoquer parfois des effets pervers. A titre d'exemple, une analyse effectuée par René L. Frey, professeur d'économie à l'Université de Bâle et président du Programme national de recherche «Ville et trafic».

Les inégalités de développement entre les diverses régions du pays sont considérées à juste titre comme un facteur négatif provoquant l'émigration vers les centres et la mise en danger de la struc-

ture fédérale de la Suisse. La Confédération cherche à combattre ce déséquilibre par une politique régionale de péréquation, notamment par le biais de la loi fédérale sur l'aide aux investissements

LE CONSEIL FÉDÉRAL ENVISAGE L'INTRODUCTION DE L'ÉCO-BONUS

Comment ça fonctionne...

(pi) Dans sa stratégie de lutte contre la pollution de l'air, le Conseil fédéral a annoncé qu'il allait étudier l'introduction du système Eco-bonus, présenté par l'Association suisse des transports (AST) en 1985 déjà. La proposition du club vert était la suivante: prélever sur le prix de l'essence un éco-supplément de 2 francs au minimum par litre et distribuer ensuite la somme obtenue à tous les habitants du pays, qu'ils possèdent une voiture ou non. Ainsi, tous les automobilistes verraient leurs frais variables augmenter considérablement. L'éco-bonus ne compenserait que partiellement cette hausse pour ceux qui roulent beaucoup. En revanche, celui qui roule peu ou qui ne possède pas de voiture ferait un gain.

D'après l'AST, en tenant compte d'une diminution de la consommation de carburant de 50% grâce à l'introduction de l'éco-bonus, le versement annuel par habitant adulte pourrait atteindre 940 francs et 470 francs par personne âgée de moins de 20 ans. Concrètement, un couple avec un enfant recevrait 2350 francs d'éco-bonus annuel; si cette famille roule 7500 km par année avec une voiture consommant 7 litres par 100 kilomètres, il lui restera un bénéfice de 1300 francs. Si cette même famille roule annuellement 11'500 kilomètres avec une voiture consommant 10 litres, elle

ne gagnera ni ne perdra rien, l'éco-bonus compensant le renchérissement du prix de l'essence. Par contre, si cette famille parcourt 30'000 kilomètres avec une voiture consommant 13 litres, elle devra déboursier 5450 francs de plus qu'avant l'introduction du système.

On le voit, l'éco-bonus laisse à chacun le choix de son mode de transport et permet de continuer à se déplacer raisonnablement en voiture sans qu'il en coûte plus cher. De plus, le problème de la «variabilisation» des coûts de la voiture est résolu. Le système actuel — où les frais variables sont relativement peu importants par rapport aux frais fixes — avantage en effet ceux qui roulent beaucoup.

Mais il faudra aussi que l'étude commandée par le Conseil fédéral s'intéresse aux effets pervers: que se passera-t-il si les gagnants de l'éco-bonus investissent ce nouveau revenu dans la mobilité? Untel pourra enfin se payer une voiture (!), tel autre fera une boulimie de déplacements en train grâce à son nouvel abonnement général alors qu'un troisième partira en vacances en avion encore plus loin... Trois comportements générateurs de nouvelles nuisances... ■

Une brochure explicative peut être commandée à l'AST, case postale, 2800 Delémont. Tél.: 066 22 88 88.

dans les régions de montagne. Mais cette action de rééquilibrage est mise en question lorsque la Confédération contribue financièrement au développement des centres et ce, partiellement du moins, avec l'argent de la périphérie. Deux exemples à l'appui.

La montagne y perd

Une analyse coûts-bénéfices de l'auto-route de contournement de Bâle montre que le gain net de cette infrastructure pour la région bâloise s'élève à environ 500 millions de francs; par contre son coût net pour les régions de montagne se chiffre à 20 millions et à 34 millions pour le reste du pays. Ce résultat s'explique par le fait que Berne subventionne à concurrence de 65% les coûts de construction de cet axe par le biais de la taxe sur les carburants; les habitants et les entreprises de l'agglomération bâloise sont les principaux utilisateurs de cette autoroute urbaine, cofinancée par les automobilistes des régions de montagne qui ne la fréquentent guère.

Lorsque le Conseil national envisage un soutien financier des transports publics urbains prélevé lui aussi sur la taxe sur les carburants, beaucoup applaudissent: favoriser les transports publics dans les villes, n'est-ce pas contribuer à améliorer la qualité de l'air, à lutter contre le bruit et à économiser le sol?

Ces deux exemples illustrent le fait que la Confédération et l'ensemble du pays assument en partie les coûts de développement des centres urbains, ou, autrement dit, que les centres ne paient pas le prix véritable de leur développement; la charge fiscale des villes et les coûts de production notamment sont inférieurs à ce qu'ils devraient être si les grandes agglomérations avaient à payer les coûts effectifs de leurs infrastructures. Une situation qui bien entendu augmente l'attractivité des centres et contredit la politique régionale de la Confédération.

Davantage de sous, davantage de trafic

Par ailleurs, abaisser le coût des transports dans les centres peut conduire à contrecarrer les objectifs de l'aménagement du territoire: des frais de trans-

Devoir de vacances

(*réd*) Comme dans DP 959, nous vous livrons quelques actualités ou faits divers de ce mois d'août, permettant à celles et ceux qui étaient en vacances de se mettre à jour.

29 juillet. A la suite de la publication par le gouvernement zurichois d'un projet de plan de mesures visant à lutter contre la pollution atmosphérique, un lecteur de la *Neue Zürcher Zeitung* a informé la rédaction qu'il préférerait respirer un air pollué plutôt que vivre dans un Etat comparable à l'Allemagne de l'Est.

1^{er} août. Invité à prononcer le discours du 1^{er} août dans la commune zurichoise de Dietlikon, le sculpteur Jean Tinguely a revendiqué une représentation égale des femmes dans tous les parlements communaux, cantonaux et fédéral ainsi qu'au sein de l'armée, l'arrêt de la production industrielle de porcs et le droit pour chaque vache de porter des cornes, la possibilité pour les cantons d'adhérer à la Communauté européenne. Il a également recommandé aux parents de procréer très tôt, avant de se soucier de bâtir leur maison et a préconisé l'enseignement de l'anglais dès l'âge de six ans afin de faciliter la compréhension confédérale.

7 août. Les Romands restent fidèles à

ports modérés incitent les habitants à s'éloigner de leur lieu de travail — phénomène de la périurbanisation. De même le transfert d'une partie de la mobilité vers les transports publics subventionnés va libérer des capacités routières dans un premier temps et induire un nouveau trafic privé, donc mettre en échec la politique de protection de l'environnement.

En conclusion, la prise en charge par la Confédération d'une partie des coûts de croissance des agglomérations ne constitue qu'une solution trompeuse aux problèmes d'aménagement du territoire et de protection de l'environnement et est en contradiction flagrante avec la volonté de maintenir un équilibre entre les régions. ■

leur réputation de légèreté: alors que 67% des Alémaniques désirent le maintien du 80 km/h. en dehors des localités, seuls 46% des Welsches sont de cet avis.

8 août. La police zurichoise renouvelle régulièrement ses descentes à la Spitzplatz. Cette haute surveillance des drogués doit contribuer à la prévention, a déclaré un porte-parole de la police. Les autorités zurichois n'ont pas manifesté le même zèle dans la lutte contre les trafiquants de drogue: le *Tages Anzeiger* révèle qu'en 1985 déjà un policier avait établi un rapport complet sur le réseau de la Pizza Connection et le réseau libanais ainsi que sur leurs relations avec des instituts financiers. Rapport resté sans suites.

9 août. Incendie dans un laboratoire de Ciba-Geigy à Bâle. C'est le neuvième accident enregistré depuis le 4 juillet dernier dans la chimie bâloise.

12 août. Les policiers genevois parlent-ils l'arabe? Deux adolescents d'origine arabe, en vacances à Lausanne et qui se rendaient en train aux fêtes de Genève, ont été conduits au poste de police de Cornavin par un contrôleur CFF parce que les passagers lui paraissaient trop âgés pour voyager à demi-tarif. Un agent a frappé le plus jeune au visage parce que ce dernier aurait prononcé un mot en arabe «qui ne pouvait être qu'une injure». Prié d'aller se laver au sous-sol, le garçon y a été frappé à coups de ceinturon par un autre agent qui le croyait en fuite.

17 août. Pas de chance pour la police zurichoise: le ressortissant turc Yasar Akturk, recherché par la justice tessinoise dans le cadre de l'affaire de la filière libanaise, avait disparu lorsqu'elle s'est présentée à son domicile.

18 août. Dès le 1^{er} janvier 1990 l'abonnement général des CFF sera valable également sur les transports publics de 24 agglomérations suisses. Dès le 27 mai 1990, la carte journalière — qu'on peut acquérir avec l'abonnement demi-tarif — sera utilisable dans le même rayon.

18 août. Face à l'Europe qui se construit, les patrons suisses ne restent pas inactifs. La Fédération romande des syndicats patronaux, par son siège central à Genève, est reliée à l'Euroguichet de la région Rhône-Alpes à Lyon. Une liaison qui met les entreprises à portée de toutes les informations juridiques, économiques et sociales sur la Communauté.

23 août. Estimant que le rôle des femmes durant la mobilisation de 1939-1945 n'a pas été suffisamment mis en évidence dans le cadre de la commémoration «Diamant», le gouvernement uranais a décidé de verser une contribution à diverses organisations féminines en guise de remerciements. ■

L'ère du vide — et après ?

(*suite de l'édito*)

repliés dans leur sphère privée. Car cette sphère elle-même ne constitue pas une planque durable; cette protection ne va pas résister à l'infiltration de la consommation, c'est-à-dire de l'accélération du mouvement envies — besoin — conquêtes — désillusions — redésirs, etc. Cette continuelle insatisfaction, sur laquelle reposent les espoirs des innombrables producteurs de faux, comme des créateurs de véritables nouveautés, ne peut manquer d'atteindre finalement l'individu lui-même, qui va se trouver ainsi emporté, à la recherche de son propre centre de gravité. Ou comme dit encore Lipovetsky: «L'ego est appelé à connaître le destin de l'obsolescence accélérée, de la mobilité, de la déstabilisation». Dans cette phase d'autodestruction, il faudra compter sur l'instinct de survie de l'être humain, qui pourrait connaître une nouvelle phase de déprivatisation et de resocialisation, conformément à l'alternance voulant qu'une mode soit tôt ou tard suivie de son contraire.

YJ

Exercice d'exorcisme

En matière d'assurance-maladie, le chef du Département de l'intérieur, Flavio Cotti, sait engager des moyens à la mesure de ce qui semble être une de ses ambitions premières d'homme d'Etat, à savoir passer dans l'histoire comme le Tschudi de l'œuvre sociale suisse la plus mal embouchée qui soit. En lançant d'abord un concours d'idées auprès de quatre experts renommés et — surtout — indépendants, en chargeant maintenant une commission plus large de tisser sur la trame de quelques principes clés la toile d'une nouvelle assurance-maladie plus solidaire et mieux structurée (donc moins gaspilleuse), Flavio Cotti fait son possible pour donner une nouvelle chance à cette institution bien malade.

Rappelons que si les coûts de la santé augmentent à un rythme qui pourrait inquiéter (on estime aujourd'hui à 25 milliards les dépenses globales annuelles), le problème le plus brûlant réside dans le report disproportionné de ces coûts sur les assuré-e-s, et — plus grave encore — dans la répartition scandaleusement asociale des frais de l'assurance entre jeunes et vieux, entre hommes et femmes, entre riches et pauvres.

Révolution à la suisse

Objectivement considérés, les principes clés qui devraient — selon les recommandations du conseiller fédéral — régir l'assurance-maladie nouvelle mouture sont loin d'être révolutionnaires. Ils brisent néanmoins quelques tabous qui ont jusqu'ici été érigés en barrières insurmontables, en premier lieu celui de l'obligation.

● **Solidarité entre jeunes et vieux, entre sains et malades, entre hommes et femmes** — Le Conseil fédéral constate assez laconiquement que seule une assurance obligatoire permet de réaliser une solidarité entre les assuré-e-s et la péréquation des charges conséquente entre les caisses-maladie. Car on ne touchera pas — et cela constitue une des concessions majeures — au système des caisses-maladie tel qu'il existe aujourd'hui. Le libre passage intégral, c'est-à-dire la suppression des réserves et de l'échelonnement des cotisations selon l'âge d'entrée est une autre innovation indispensable si l'on veut éviter la chasse des caisses-maladie aux bons risques avec la désolidarisation qui en découle. Finalement, l'égalité des cotisa-

tions entre hommes et femmes éliminera un des nombreux anachronismes subsistant encore dans les assurances sociales.

● **Pas de solidarité entre riches et pauvres** — Il est prévu d'en rester à une cotisation individuelle comme dans le système actuel, même si on annonce l'intention de tenir compte de la «capacité financière» des assuré-e-s (notion floue aux relents d'assistance). Le Conseil fédéral affirme avec insistance qu'il ne veut en aucun cas des cotisations exprimées en pourcent du salaire... comme si cela représentait la seule possibilité d'échelonner les cotisations selon le revenu!

● **Modifications structurelles** — En définissant plus précisément le catalogue des prestations de l'assurance de base et en l'élargissant par quelques modifications socialement indispensables, il sera possible de répondre aux premiers besoins de la population tout en augmentant la transparence pour les assuré-e-s. Une séparation claire de l'assurance de base et de l'assurance complémentaire permettra aux caisses-maladie de se livrer une saine concurrence dans le domaine facultatif.

● **Economiser grâce à la «responsabilisation» des clients?** — En contradiction avec les objectifs premiers, on propose d'admettre des modèles d'assurance dont on espère qu'ils «incitent à une utilisation plus économique des prestations». Il est fait allusion aux «caisses de santé» (dites aussi HMO) et au système avec bonus. Si le modèle des caisses de santé mérite d'être expérimenté dans la mesure où il pourrait ef-

fectivement inciter les fournisseurs des prestations à un comportement plus «économique», celui du bonus est profondément anti-social. Le «danger d'une sélection des risques» mentionné par le Conseil fédéral se réaliserait à coup sûr.

Suite et perspectives...

Si urgent et nécessaire que soit cet énième départ vers une assurance-maladie véritablement sociale, ce n'est un secret pour personne qu'il représente en même temps la tentative de concocter l'antidote aux deux initiatives populaires actuellement en traitement: celle du Concordat des caisses-maladie, rejetée par le Conseil fédéral, dont le Parlement pourrait délibérer cette année encore, et celle du Parti socialiste et de l'Union syndicale suisses, qui devrait arriver au stade parlementaire en 1991.

L'initiative du Concordat des caisses-maladie demande avant tout une augmentation massive des subventions de l'Etat. Il est compréhensible que le gouvernement ne veuille pas doubler ses subsides quasiment «à fonds perdu». Mais les initiants représentent une force majeure, preuve en sont les 400'000 signatures récoltées. La promesse de M. Cotti qu'une augmentation modérée des subventions fédérales aux caisses-maladie ferait partie intégrante de la révision est à considérer comme contre-partie à un retrait de l'initiative du Concordat. On saura sans doute bientôt si les caisses-maladie sont prêtes à accepter ce marché...

Quant au Parti socialiste et à l'Union syndicale, ils ne peuvent admettre que la révision esquissée — même si elle représente une amélioration par rapport au statu quo — satisfait leurs exigences en matière de solidarité, notamment en ce qui concerne le système de cotisations. Ils réalisent par contre parfaitement que le projet veut exorciser le danger d'une réussite de leur initiative qui préconise une organisation de l'assurance-maladie calquée sur le modèle de l'AVS. Avant de connaître le sort qui sera réservé à l'initiative du Concordat, il serait hasardeux de faire des pronostics. Une chose est certaine: sans changements rapides, les primes des caisses-maladie continueront de grimper avec le risque de dépasser le seuil de tolérance de la population.

Eva Ecoffey

Tout va très bien...

(pi) Michel von Wyss est un conseiller d'Etat prudent et pragmatique.

Lorsqu'il donne une conférence de presse sur l'application de la loi sur l'asile dans le canton de Neuchâtel, il prend la précaution de s'entourer de nombreux collaborateurs. Ceux-ci se chargent des exposés les plus importants et assurent la plupart des réponses aux journalistes.

Difficile d'arracher au magistrat rougevert une appréciation politique de la situation. C'est pourtant ce que de nombreux journalistes attendaient de la part de ce non-conformiste qui réussit ce printemps à obtenir le siège jusqu'alors occupé par les radicaux.

Pas de coup de gueule donc pour dénoncer le Délégué aux réfugiés ou ses méthodes de travail, responsables des dossiers qui s'accumulent; pas de proposition de réforme comme celles auxquelles les Genevois nous ont habitués. Pas davantage d'avis sur ces propositions et sur le rapport «Stratégie 90» (voir DP 946, 953 et 954), la prise de position du Conseil d'Etat étant agendée pour l'automne. Certes, la conférence était à usage interne, motivée par deux pétitions: l'une s'opposant au renvoi d'un requérant et l'autre combattant l'implantation d'un nouveau centre de premier accueil à Couvet. Mais Michel von Wyss a tenu à entourer l'annonce de la position ferme du canton, dans un cas comme dans l'autre, d'explications sur le contexte dans lequel la Loi sur l'asile est appliquée, sur les compétences respectives et sur la complexité de la situation qui fait que des décisions négatives doivent bien être prises et appliquées. La porte était donc ouverte à une discussion de fond... Tout ce que M. von Wyss aura dit, c'est qu'il a la «conviction que l'application de la loi sur l'asile ne fonctionne pas de façon satisfaisante et que les délais de décision sont trop longs. Il faut donc diminuer le temps nécessaire pour rendre une décision finale. Mais que faire? Toute proposition a ses inconvénients.» Voilà pour le pragmatisme.

Derrière une apparente maîtrise de la situation, les chiffres fournis décrivent une situation pas très différente de celles que connaissent Genève ou Vaud.

Les anciens cas sont moins nombreux, certes, mais seulement parce que la quantité de demandes déposées à Neuchâtel était moindre avant qu'une clé de répartition par canton soit décidée. Par

contre à Neuchâtel aussi les dossiers s'accumulent: 948 cas en attente au 31 juillet, contre 635 une année plus tôt. Et comme 500 personnes demanderont l'asile dans le canton cette année et que 250 cas seulement seront résolus d'une manière ou d'une autre durant le même laps de temps (voir encadré), la pile sera plus haute d'autant de dossiers à fin 1989. ■

Fausse rigueur

De 41 en 1978, les demandes d'asile présentées à Neuchâtel ont plus que décuplé dix ans plus tard: 426 en 1988, et probablement 500 cette année.

Sur une période de 4 ans, du 1^{er} juillet 1985 au 30 juin 1989, 820 cas sont considérés comme «réglés». On dénombre 47 cas où l'asile a été accordé, 126 permis humanitaires, 72 mariages avec des ressortissant-e-s suisses, 10 admissions provisoires, 238 départs de Suisse contrôlés, 233 disparitions, 57 personnes dont la demande a été rejetée et dont le délai de départ est échu et 37 dont le délai n'est pas échu. On constate donc l'importance des cas réglés «par la bande»: si l'asile n'est

accordé que dans 5,7% des cas, ce sont plus de 30% des requérants qui restent en Suisse si l'on considère que les disparus (28,4%) ont quitté le pays. Or on sait qu'une grande partie de ceux-ci vont déposer une nouvelle demande dans un autre canton ou viennent grossir le contingent des travailleurs clandestins. Il est donc probable que près d'un requérant sur deux parviendra à séjourner plus ou moins durablement dans notre pays, que ce soit par l'obtention de l'asile ou d'un permis humanitaire, ou grâce à un mariage ou à un séjour clandestin.

On peut estimer que durant la même période, ce sont environ 1430 demandes d'asile qui ont été déposées, laissant un solde de plus de 600 cas non réglés.

CONDITION FEMININE EN VALAIS

Pas d'argent de poche

(réd) Certains cantons possèdent un bureau de l'égalité. Le Valais n'en a pas, mais il a mais sur pied une commission — de milice — d'étude sur la condition féminine en Valais, fort active. Après s'être penchée sur les femmes dans la politique (DP 926), elle s'est occupée des femmes dans l'administration cantonale. Extraite de son rapport, cette citation, tirée d'un document de 1962 rédigé par la Chancellerie en réponse à un postulat «A travail égal, salaire égal»:

Dans la détermination du salaire «égal», il convient aussi de retenir que le salaire doit en principe permettre à celui qui le perçoit de vivre convenablement, c'est-à-dire de faire face aux obligations et aux charges qu'il incombe communément aux humains de remplir. Il doit en conséquence tenir compte de

ces obligations et de ces charges en tant que celles-ci découlent d'une règle générale tout au moins (coutume ou loi). A ce propos, il apparaît indiqué de retenir que la loi impose à l'homme en tant que mari et chef de famille des charges que la femme ne connaît pas. D'autre part, la coutume veut que certaines obligations mondaines et de courtoisie soient plus particulièrement le fait de l'homme, qu'il soit chef de famille ou non; telles sont notamment les invitations courantes que tout homme se doit d'adresser parfois à des amis, clients, etc ou aux dames dans la société desquelles il se trouve. Cette coutume a donné naissance à l'obligation pour tout homme de disposer d'un certain quantum d'«argent de poche».

Il découle de ces considérations que, en tout état de cause, le traitement à servir aux employées-dames doit être quelque peu inférieur à celui des fonctionnaires masculins, même si leur activité est égale en tous points à celle de l'homme. ■

Colloque à Tours

Comme je vous le disais la dernière fois, j'ai visité les plages de débarquement, dans la région de Caen...

Après quoi, Oscar et moi nous sommes rendus à Tours, pour prendre part à un colloque consacré à George Sand. J'ai oublié de vous dire que nous avions été rejoints par la femme d'Oscar, Gunilla — je vous en ai déjà parlé... mais si! mais si! rappelez-vous: c'est cette Suédoise, que son premier mari, un *de*, menait chaque année assister à une messe célébrée pour le repos de l'âme de Louis XVI! — qui avait été retenue à New York par une histoire de poulets — quelqu'un qui désirait emprunter à la *Bank of Americas* de quoi racheter, si j'ai bien compris, une entreprise australienne d'élevage de poulets, à moins que ce ne soit un autre quelqu'un, qui avait besoin d'argent, tout au contraire, pour ne pas vendre son entreprise à des Australiens. Bref! Parvenus tous les quatre à Tours, comme elle ne désirait pas assister au colloque, elle est restée à l'Hôtel du Cygne — je vous le recommande — et en a profité pour régler certaines affaires, toujours pour le compte de *Bank of Americas* — le premier jour, 1600 francs (français) de téléphone; le second jour, un peu plus de 1000 francs — une paille — ce qu'il y a d'agréable avec le téléphone, c'est qu'il permet de réaliser d'importantes économies: autrement, elle était bonne pour reprendre l'avion New York et retour... A propos, je n'ai jamais compris pourquoi les petites entreprises tendent à disparaître, au jour d'aujourd'hui, et à être absorbées par de plus grandes... et vous? Pour en finir avec Gunilla, à la fin du colloque, elle allait à Stockholm, rendre visite à sa mère; revenait à Paris et, avec Oscar, ils iraient en Bretagne visiter le professeur Deloffre, spécialiste de Voltaire; puis à Madrid, je ne sais plus pourquoi; puis en Corse, auprès du professeur Casanova, spécialiste de Michelet...

Pendant ce temps, j'assistais donc au colloque «George Sand». Différents professeurs américains — des dames — de l'Université de Hofstra, Long Island, New York. Une communication sur *Le Meunier d'Angibault*, où il est beaucoup question d'eau; une autre sur les *Rivières et fontaines dans les romans champêtres*, par exemple *La Mare au Diable*.

Une troisième avait été frappée par le fait que les scènes capitales de je ne sais plus quel roman se déroulent auprès de ponts effondrés, ou de passages à gué — et une auditrice, professeur à Toulouse, à moins que ce ne soit à Bordeaux, a dit qu'en effet la chose était remarquable; qu'une de ses étudiantes lui avait demandé pourquoi et qu'elle n'avait pas su répondre et que cet étrange phénomène mériterait une étude... Et moi me réjouissant que George Sand soit née à Nohant, pays où l'on rencontre quantité de rivières, guéables ou non guéables; de ruisseaux, de rus, de mares, de marécages, d'étangs, de pièces d'eau, etc — plutôt qu'à El Goléa, auquel cas il aurait

été énormément question dans ses romans, et par suite dans le colloque, de sable, d'ergs, de regs et de simoun. Or l'eau c'est tout de même plus rafraîchissant — et nous étions au dernier étage de l'université François Rabelais, belle, mais construite par un architecte qui ne distingue pas nettement entre étudiants et plantes tropicales, si bien que nous nous trouvions dans une sorte de verrière, de serre, à 60 dans une salle prévue pour 40...

Ceci m'amène à parler de la critique littéraire, et de deux livres intéressants: celui d'Etienne Barilier sur les problèmes posés par la critique; et celui de Pierre-André Rieben intitulé *Délires romantiques*, paru chez Corti... Mais voilà que je n'ai plus de place, ce sera pour la prochaine fois! ■

L'INVITÉ DE DP

La spéculation, encore la spéculation

A gauche comme à droite, la lutte contre la spéculation immobilière fait aujourd'hui l'unanimité. Pas un écrit dans ce domaine, pas une déclaration, pas une analyse sans un couplet dénonçant ce mal économique absolu.

Or on montre aisément que la spéculation est un mécanisme économique aux effets généralement stabilisateurs. La manière la plus simple et la plus rapide de le faire voir est (au risque de paraître raconter des «robinsonnades») de raisonner sur un exemple fictif et très simplifié, mais suffisant pour faire comprendre le principe en cause.

Imaginons donc une économie agricole qui ne produirait qu'un bien stockable à raison d'une récolte par année — cela pourrait être du blé qu'on sème en automne pour le moissonner l'été suivant. Admettons en outre qu'à l'automne d'une année donnée il se produise un gel qui détruit toute la récolte de l'année suivante.

On sait ainsi de manière certaine que l'année suivante l'offre sera fortement réduite (non existante, à la limite) et que le prix du blé sera très élevé. Par conséquent, les «spéculateurs» (accapareurs, agioteurs, boursicotiers...) vont acheter et stocker le blé sitôt la catastrophe connue, pour le revendre l'année suivante où le prix sera plus élevé; ce faisant, ils feront donc grimper le prix du blé «aujourd'hui», d'où les cris à la spéculation, à l'accaparement, etc.

Effet régulateur

Mais l'année suivante ils remettront ce blé sur le marché pour réaliser leur profit spéculatif. Par leurs activités, les spéculateurs auront donc égalisé la consommation de blé dans le temps, la réduisant cette année-ci et l'augmentant l'année prochaine, les prix étant influencés en sens inverse, ce qui revient à étaler les effets de la catastrophe. En d'autres

termes, ils auront procédé à un arbitrage dans le temps.

Qui sont ces spéculateurs? Ce seront ceux qui ont à leur disposition les fonds nécessaires et peut-être aussi ceux qui, mieux ou plus tôt que d'autres, se seront rendu compte de ce qui allait se passer. Imaginons a contrario qu'il n'y ait pas de spéculateurs: personne ne disposerait de fonds suffisants ou tout le monde serait parfaitement myope. Que se passera-t-il alors? Eh bien, le prix du blé restera bas la première année et tout le blé sera consommé, de sorte qu'il n'y en aura plus du tout la seconde année...

A noter toutefois que ce raisonnement ne vaut que si les spéculateurs sont suffisamment nombreux pour qu'aucun ne puisse dominer le marché; autrement dit, on doit se trouver dans une situation concurrentielle.

Bulles spéculatives

Deuxième réserve: dans l'illustration ci-dessus, on a supposé qu'à l'origine il se produisait une perturbation «réelle» au sens que les économistes donnent à ce terme: la récolte suivante est physiquement («réellement») anéantie par le gel. Mais il peut aussi se produire des «bulles spéculatives» à l'origine desquelles on trouve de pures anticipations sur les prix: les prix grimpent parce que tout le monde anticipe une hausse et tout le monde anticipe une hausse parce que les prix grimpent.

Cependant, les bulles spéculatives (de la manie des tulipes en Hollande au XVII^e siècle aux — peut-être — hausses boursières d'avant octobre 1987) ne peuvent se développer que moyennant un apport sans cesse croissant d'argent frais. C'est pourquoi elles ne peuvent durer longtemps et c'est pourquoi elles se terminent nécessairement par un *krach* retentissant.

Dans le cas du marché immobilier suisse, je suis quant à moi persuadé qu'à l'origine on trouve essentiellement des phénomènes réels: d'une part, il y a la forte poussée de la demande — actuelle et prévisible — suite à la prospérité économique retrouvée et à des changements dans

les mœurs (décohabitation, etc); d'autre part, l'offre est entravée par toutes sortes d'obstacles administratifs liés à l'aménagement du territoire, à l'urbanisme, aux bonnes intentions politiques, etc. Lorsqu'une demande en progression et qui, selon toute vraisemblance, le restera vient se heurter à une offre toujours plus entravée, les prix grimpent et continueront de grimper, la spéculation actuelle ne faisant qu'anticiper les hausses de prix futures et les étaler dans le temps.

Question d'information

Quant aux célèbres ventes en cascade qui préoccupent et indignent tant de monde, elles tiennent au fait que, sur un marché où s'échangent des biens très hétérogènes, les agents économiques ne partagent pas tous la même information, en ce sens que certains sont plus au courant de l'évolution du marché que d'autres. Car n'oublions pas que, pour chaque acquéreur qui revend un terrain ou un immeuble très rapidement et avec un gros profit, il y a un premier vendeur qui a accepté de céder son bien à un prix plus bas que ce qu'il aurait pu obtenir.

Bref, la spéculation immobilière n'est qu'un épiphénomène aux effets positifs et sans grande importance en lui-même. Fondamentalement, si on veut empêcher les prix de grimper par trop aujourd'hui comme à l'avenir, il faut soit restreindre la demande — et dans ce cas c'est par la fiscalité qu'il convient d'agir — soit accroître l'offre, la «lutte contre la spéculation» n'étant rien d'autre qu'une chasse aux chimères. C'est dire que, vues sous cet angle, certaines mesures proposées par le Conseil fédéral, comme celle interdisant la revente des immeubles pendant un délai fort long, laissent plus que songeur.

Jean-Christian Lambelet

L'invité de DP s'exprime librement dans cette tribune. Jean-Christian Lambelet est professeur au Département d'économie et d'économie politique (DEEP) de l'Université de Lausanne et à l'Institut des hautes études internationales (HEI) de Genève.

Les sous-titres sont de la rédaction.

ABSENCE DE BASE LÉGALE

Policiers vaudois privés de Ripol ?

(pi) Pour répondre à la question d'un député, le Conseil d'Etat vaudois a dû se prononcer sur l'«Examen par les départements de la "légalité" des ordonnances ou directives fédérales». Et il termine son texte en précisant qu'il «invite les chefs de service de l'administration cantonale qui appliquent des ordonnances ou des directives fédérales à lui communiquer les dispositions qui se révèlent dépourvues de base légale».

On sait que le système de recherche informatisée de police Ripol, mis en place par la Confédération et auquel participe le canton de Vaud, repose sur une ordonnance du 16 décembre 1985 dépourvue de base légale, situation d'ailleurs reconnue par le Département fédéral de justice et police.

Question au Conseil d'Etat: les policiers vaudois devront-ils se passer de Ripol jusqu'à régularisation de la situation?

DP Domaine Public

Rédacteur responsable:

Jean-Daniel Delley (jd)

Rédacteur: Pierre Imhof (pi)

Ont également collaboré à ce numéro:

Jean-Pierre Bossy (jpb)

François Brutsch (fb)

André Gavillet (ag)

Jacques Guyaz (jg)

Yvette Jaggi (yj)

Charles-F. Pochon (cfp)

Point de vue: Jeanlouis Comuz,

Eva Ecoffey

L'invité de DP: Jean-Christian Lambelet

Abonnement:

65 francs pour une année

Administration, rédaction:

Saint Pierre 1, case postale 2612

1002 Lausanne

Tél: 021 312 69 10 CCP: 10-15527-9

Téléfax: 021 312 80 40

Composition et maquette:

Liliane Berthoud,

Françoise Gavillet, Pierre Imhof

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Du toc ou du diamant ?

(cfp) Ni toc ni diamant. L'été 39, je m'en souviens. Je l'ai vécu. Est-ce une tare? Certes pas, puisque même l'impertinent *Canard enchaîné*, en France, et beaucoup d'autres, à l'étranger, s'en souviennent aussi et le font savoir.

A l'époque, des publications de gauche et de droite développaient des plans de paix. Ce fut par exemple le cas d'*Esprit* dont le numéro d'août 1939, fort mince par le volume, reproduisait un rapport intitulé «Conditions de paix pour l'été 1939», qui avait été discuté dans un congrès en juillet.

En août 1939, j'ai passé trois semaines à Oberrikenbach (NW) dans un camp volontaire de travail d'étudiants. Nous construisions un chemin d'alpage pour le tiers-monde helvétique. Nous étions des jeunes d'une dizaine de nations et nous discussions beaucoup de la situation pendant les heures de repos. Certains, comme un jeune Tchèque, avaient perdu ou allaient perdre leur patrie. Que sont-ils devenus?

Je sais en revanche ce que sont devenus trois amis suisses, mobilisés pendant la dernière guerre, puisqu'ils sont morts; le premier en septembre déjà, il était étudiant en théologie, et les deux autres sont tombés avec leur avion, le dernier, le 5 septembre 1944, dans un combat aérien au-dessus de Zurich.

Je pensais donc à cet été 39 en répondant le 25 août à l'invitation à la commémoration de la plus longue période sans service actif depuis que la Confédération existe. J'ai été officiellement à Lausanne, mais j'avais été jeter un coup d'œil aux commémorations à Yverdon et à Aigle quelques jours plus tôt.

Mon impression est celle d'avoir constaté une diversité très helvétique. Chaque place avait ses particularités: Yverdon, distingué et cordial; Aigle, toute l'influence de l'ancienne Brigade 10; Lausanne, pas de note dominante en raison du nombre des participants.

Sauf chez les orateurs, pas d'enthousiasme patriotique s'exprimant publiquement. Et pendant qu'ils parlaient, surtout dans la tente d'à côté, les conversations dominaient nettement les paroles transmises par des haut-parleurs trop

faibles. Personne n'avait l'air de s'en plaindre.

Le repas, oui j'ai obtenu mon pot-au-feu, ce qui n'a pas été le cas de tous les participants, invités à revenir le dimanche, s'ils tenaient à manger. J'ai payé mon vin, parce que le verre de bière offert ne me convenait pas. Pour gagner du temps j'ai été chercher le café.

En bref, l'intendance ne paraissait pas tout à fait au point, bien qu'on ait mobilisé de nombreuses recrues, en tablier blanc!

Je n'appartiens pas à une amicale et j'ai profité de la rencontre d'un ami perdu de vue depuis longtemps pour passer quelques bonnes heures à converser avec lui. Nous n'avons pas fait la «mob» ensemble et n'avions donc pas de souvenirs militaires à réchauffer.

Un reproche doit être fait à la génération qui a été mobilisée de 1939 à 1945: pourquoi n'a-t-elle pas su garder l'élan qui avait fait progresser la gauche à la fin de la guerre et qui a fait adopter l'AVS? ■

COURRIER: À PROPOS DU
DÉCOMPTE INDIVIDUEL DE
CHAUFFAGE

La mauvaise solution

(*réd*) Un lecteur, ingénieur EPFL-SIA, réagit à notre remarque conclusive à propos de l'appréciation négative de Georges Krebs sur le décompte individuel de chauffage (DP 956): pour lui le décompte individuel ne constitue pas une «solution transitoire utile».

(...) J'exprime des objections technologiques en tant qu'ingénieur, et sociologiques en tant qu'individu d'une société non dénuée de tout sens social, et mes objections à la fois complètent et vont au-delà de ce que vous appelez les «réticences» de M.G. Krebs.

(...) Le décompte *individuel*, comme il le dit explicitement, veut supprimer la communauté *de fait* de l'habitat collectif dans les immeubles.

(...) L'attrait de la méthode est réel, d'ailleurs vous y avez succombé, mais je vais essayer de vous montrer que le remède ne va guère dans la direction escomptée.

Un immeuble locatif est caractérisé — actuellement — par une enveloppe extérieure plus ou moins bien isolante, mais des isolations thermiques intérieures moins bonnes. Ce qui, entre autres, permet d'avoir un coût au mètre cube moins élevé que celui des maisons individuelles. Baisser très localement la température va appeler la chaleur des voisins, et le bilan global n'a aucune raison technique d'être favorable, au contraire: les déperditions vers des parois moins isolantes étant plus élevées, on risque de devoir remonter la température générale de l'eau de chauffage — d'où des pertes de distribution. Il y aura donc des personnes qui se sentiront grugées parce qu'elles devront chauffer les voisins. (...) Ce ne sont pas les quelques francs par mois du décompte qui me rebutent — surtout si l'on pouvait les considérer comme un investissement général à long terme vers une bonne sensibilisation sociale de l'individu — mais bien l'inadéquation de l'acte à l'objectif.

Lorsque vous parlez de «transitoire», je comprends par là que vous estimez plus rapide la mise en application du décompte individuel que les réglages techniques de M. Krebs.

Je suis au regret de vous dire qu'il y a là une lacune dans votre information. En effet, le respect des *Conditions préalables hydrauliques et thermiques* à l'installation des répartiteurs ou compteurs de chaleur, contenues dans la *Documentation SIA*, aurait déjà pour effet que les critères techniques énoncés par M. Krebs seraient amplement satisfaits.

(...) Au-delà de ce premier degré, j'aimerais vous suggérer une réflexion plus importante.

Que va-t-il se passer lorsqu'un grand nombre de locataires se seront fait voler leur chaleur sur votre incitation — puisque vous soutenez le décompte individuel et que vous voulez que les gens consomment moins et ferment leurs radiateurs?

Eh! bien ils vont demander une adéquation de leur habitation à la réglementation pour qu'ils ne se fassent plus voler par leurs chers voisins, ce qui signifiera augmenter l'isolation thermique entre appartements, d'où une augmentation importante du coût de la construction en supprimant ainsi le gain du collectif par rapport à l'individuel.

Est-ce là votre but? Ce n'est en tout cas pas le mien.

Manfred Appelt, Montricher